



## Finance

# «UBS» et Trump, comme au bon vieux temps

Christian Campiche

**RETOUR DE BALANCIER** • L'envol de l'action *UBS* au lendemain de l'élection de Donald Trump en était le signe avant-coureur. La plus grande banque helvétique et la nouvelle administration américaine roucoulent comme au bon vieux temps. Et pour cause. L'hebdomadaire allemande *Handelszeitung* a révélé les noms des membres du cabinet Trump qui auraient placé de l'argent ou emprunté à *UBS*: le secrétaire au commerce Wilbur Ross, sa collègue aux Transports Elaine Chao, voire le ministre des Affaires étrangères Rex Tillerson. Même le président Trump aurait une dette hypothécaire de plusieurs millions à l'*UBS*!

Ce n'est pas avec son prédécesseur que cela serait arrivé! Comme nul autre président américain, Barack Obama a soumis consciencieusement les banques étrangères à la taille et à la corvée avec des scrupules très relatifs, dans la mesure où ces établissements furent des acteurs non négligeables de la crise des subprimes, déclencheur d'un krach mondial. Aujourd'hui *UBS* ose croire qu'elle a mangé son pain noir.

Une interview accordée à l'agence *Bloomberg* par le PDG d'*UBS* témoigne de cette confiance retrouvée. Sergio Ermotti annonce une hausse des actifs sous gestion aux

Etats-Unis au cours du dernier trimestre marqué par l'élection présidentielle. *UBS* piétine pourtant dans une trentaine de pays asiatiques, émergents et européens où entre en vigueur l'échange automatique d'informations, système que la Suisse, faute de réciprocité, se refuse à pratiquer avec les Etats-Unis. D'une certaine manière, le retour en grâce d'*UBS* outre-Atlantique restitue au secret bancaire une légitimité dont les Suisses pourraient se prévaloir quand ils voteront sur l'initiative «Oui à la protection de la sphère privée», récemment adoubée par le parlement. Au risque de heurter la morale? Paraphrasant Voltaire dans son dernier livre *La Suisse à l'heure du Brexit*, paru chez *Slatkine*, l'historien et journaliste français Jean-Pierre Richardot observe cette schizophrénie séculaire qu'entretient un pays où «longtemps encore des banquiers sauteraient par des millions de fenêtres, y compris les moins recommandables». Et de conclure: «Tant que cette gymnastique bancaire se poursuivra, la Suisse continuera d'être peu estimée et faiblement aimée en France et dans toute l'Europe. Et ce, en dépit de son incroyable réussite politique, économique, sociale, humaine.»